

DE BUENOS AIRES



N°31 – Brèves bimensuelles du Cône Sud

Du 11 au 21 septembre 2023

Zoom – Le PIB de l'Argentine a nettement reculé au deuxième trimestre 2023

L'activité économique de l'Argentine s'est fortement contractée au cours du deuxième trimestre de l'année, avec une baisse du PIB de 4,9 % en glissement annuel et de 2,8 % (désaisonnalisé) par rapport au premier trimestre. En glissement annuel, ce repli est largement imputable aux impacts de la sécheresse sur le secteur agricole argentin via notamment la baisse de la production (-58 % pour la campagne 2022-2023) et par conséquent un fort recul des exportations malgré la mise en place du « dollar soja III » en avril (-10,9 % et une perte d'environ 20 Mds USD de recettes), et à la baisse des investissements (-1,1 %). Du côté de l'offre, l'agriculture (-40,2 %) et la pêche (-30,5 %) ont connu des performances médiocres, de même que le secteur des transports et communication (-3,7 %) et des impôts nets de subventions (-3,8 %). En variation trimestrielle, l'activité observe une tendance similaire. La baisse des exportations (-4,1 % en v.t) demeure la principale cause, suivie de l'affaiblissement de la consommation privée (-1,3 %) notamment dû à la hausse des prix enregistrée au cours de la même période (inflation de 8,4 % en avril et 7,8 % en mai). A l'inverse, la consommation publique (+0,4 %), les investissements (+3,8 %) et les importations (+3,7 %) montrent une dynamique différenciée.

LE CHIFFRE
À RETENIR

-4,9 %

Croissance du PIB au
T2 2023, en g.a

Cette détérioration de l'activité économique a des répercussions négatives sur le marché du travail. Si le taux de chômage (6,2 %) a baissé de 0,7 point par rapport au premier trimestre, cette évolution s'explique essentiellement par la baisse de la population économiquement active et non par de la création d'emplois. En effet, le taux d'activité a reculé pour atteindre 47,6 % (contre 48,3 % au T1 2023), de même que le taux d'emploi (44,6 % contre 45,0 % au T1 2023). Les perspectives ne s'améliorent pas pour la fin de l'année : l'économie argentine a entamé le troisième trimestre marqué, côté demande, par une hausse de l'inflation (12,4 % en août, cf infra) qui pourrait obérer la demande interne et, côté offre, par le resserrement des restrictions aux importations par le biais du Système d'importation de la République argentine (SIRA) qui devrait freiner l'activité des entreprises. L'économie devrait ainsi s'inscrire en récession cette année, avec une chute du PIB de 3,0 % selon le consensus de marché et de 2,5 % selon le FMI. L'activité pourrait toutefois rebondir en 2024 avec une croissance attendue à +2,75 % par le FMI même si le marché demeure plutôt pessimiste (-0,7 %). Elle sera soutenue par de meilleures exportations grâce au redressement du secteur agricole post-sécheresse et le dynamisme des exportations de lithium.

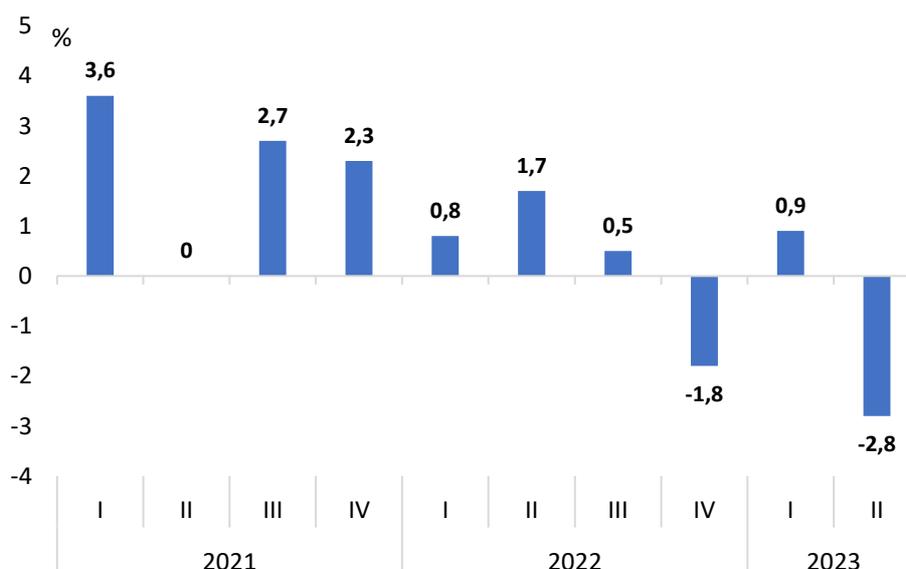
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dettes publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dettes extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,3%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	5,0%	7,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Croissance trimestrielle du PIB (en variation trimestrielle)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

ARGENTINE

Des mesures pour lutter contre l'inflation en réduisant l'imposition directe et indirecte

Après des premières mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages annoncées le 27 août, Sergio Massa, le Ministre de l'économie et candidat à l'élection présidentielle a annoncé deux mesures afin d'abaisser la fiscalité directe et indirecte pour lutter contre les effets de l'inflation.

Tout d'abord, à partir d'octobre, le plancher salarial pour être sujet à l'impôt sur le revenu sera augmenté drastiquement : seuls les revenus de plus de 15 salaires minimums bruts (1,77 M pesos mensuel, soit environ 5 060 USD au taux officiel, contre 700 875 ARS bruts, soit environ 2 000 USD au taux officiel auparavant) seront soumis à l'impôt sur le revenu, substituant de fait ce dernier par un impôt sur les hauts revenus. Les policiers, les enseignants, les médecins et les retraités sont exonérés quel que soit leur niveau de revenu.

Le nombre de contributeurs à cet impôt passerait de 700 000 à 90 000, soit moins de 1 % des salariés du pays. Cette mesure, qui cible la classe moyenne supérieur et ne sera opérante que sur le quatrième trimestre, devrait être un manque à gagner d'environ 0,3 % du PIB en 2023 (cet impôt rapporte environ 1,0 % du PIB par an à l'Etat, dont une grande partie est captée par les Provinces). D'après Sergio Massa, elle devrait être compensée par une hausse des entrées de taxes sur les importations grâce à la hausse de la consommation. Parallèlement, le Ministre fait voter une loi au Congrès pour inscrire de manière permanente ce plancher salarial à 15 salaires minimums pour être

imposé sur le revenu (le plancher sera révisé tous les six mois). La Chambre des députés a approuvé le texte, qui est désormais en négociation au Sénat. Sur la fiscalité indirecte, Sergio Massa a annoncé le remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, qui s'établit à 21 %, sur les achats de première nécessité par carte de débit, pour les personnes (travailleurs et retraités) gagnant moins de 708 000 Pesos par mois (soit 2 023 USD), avec un plafond mensuel de remboursement de 18 800 ARS (54 USD).

L'inflation rebondit fortement, au plus haut depuis 32 ans

Dans le sillage de la dévaluation de 22 % du peso argentin au lendemain des élections primaires (PASO) du 13 août dernier, les prix se sont envolés, avec une inflation mensuelle atteignant 12,4 % en août en v.m (contre 6,3 % en juillet) selon l'Institut national des statistiques (INDEC), son niveau le plus élevé depuis février 1991. L'augmentation des prix a été de 124,4 % en glissement annuel et de 80,2 % en cumulée sur les huit premiers mois de l'année. L'inflation sous-jacente atteint quant à elle un niveau plus élevé (13,8 %).

La ventilation sectorielle révèle une hausse des prix portée par l'alimentation et les boissons non alcoolisées, qui enregistrent une augmentation de 15,6 % en v.m. S'en suit le secteur de la santé (+15,3 %) induit notamment par la hausse des prix des médicaments, et l'équipement et l'entretien du logement (+14,1 %).

Ce chiffre d'inflation tient notamment de l'impact de la dévaluation du taux de change officiel qui a tirée les prix à la hausse au cours des deux dernières semaines d'août (via notamment le renchérissement des



importations). Les effets seront encore marqués pour septembre puisque le consensus de marché prévoit une inflation de 12,0 % en v.m. Sur l'année 2023, l'inflation est attendue à 169,3 %, portée par de possibles dévaluations après les élections, mais aussi les effets inflationnistes des récentes mesures de soutien à la consommation annoncées par le ministre de l'Economie Sergio Massa (primes exceptionnelles pour les retraités et les salariés, la suppression de l'impôt sur le revenu pour près de 90 % des contributeurs actuels, le soutien du crédit à la consommation... etc).

La proposition de budget pour 2024 a été soumise au Congrès

Le vendredi 15 septembre, le gouvernement argentin a présenté au Congrès son projet de loi de finances 2024. Le nouveau budget prévoit un déficit primaire de 0,9 % du PIB (contre 2,4 % du PIB prévu en 2023), en ligne avec la cible du FMI dans le cadre du programme de Facilité élargie du crédit. Du côté des revenus, le budget prévoit une augmentation de 0,5 point de PIB (11,0 % en termes réels), grâce notamment à l'amélioration des collectes fiscales : impôt PAIS sur les opérations en devises étrangères (+0,4 pt de PIB) et droits d'exportation (+0,8 pt de PIB). D'un autre côté, les dépenses devraient baisser de 1,1 pt de PIB (hausse de 1,5 % des dépenses par rapport à 2023, soit un niveau inférieur à la croissance prévue), avec une baisse significative des transferts courants.

Le projet de loi de finances 2024 s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques ambitieuses : une inflation en fin de période à 70 %, une croissance de l'activité de 2,7 % et un taux de change officiel de 600 ARS/USD (contre 350 ARS/USD aujourd'hui). Il intègre également une section supplémentaire détaillant les allègements

fiscaux et les régimes fiscaux préférentiels, représentant une perte de recouvrement de 4,7 % du PIB.

Dans le contexte d'élection présidentielle, avec un premier tour prévu le 22 octobre et Sergio Massa comme ministre-candidat, il est fort probable que le projet de loi de finances 2024 ne soit pas traité avant cette date.

10 ans après l'arrêt des travaux, la province de Mendoza relance le projet d'une mine de potasse avec un investissement de 1 Md USD

Le gouvernement de la province de Mendoza a annoncé la réactivation de la construction d'une usine d'exploitation de potasse, dans un gisement situé à Malargüe, au sud de la province. Ce projet appartenait à l'entreprise brésilienne minière Vale qui avait décidé de le suspendre après avoir investi près de 1,9 Md USD, soit 30 % du projet. Selon le ministre de l'économie de la province de Mendoza, Enrique Vaquié, la décision de fermeture de la mine était liée aux restrictions d'accès aux devises et à la forte charge fiscale.

Au début du mois de septembre 2023, deux entreprises ont été sélectionnées pour la construction et l'exploitation de la mine à travers un appel d'offres international : l'entreprise brésilienne ARG, qui produit des aliments et des engrais, et l'entreprise argentine Compañia Minera Aguilar, productrice de zinc et de plomb, qui fait partie du groupe Integra Capital présidé par José Luis Manzano. Ce groupe participe à la fois sur l'exploration du lithium et de l'uranium, détient des actions dans des compagnies de distribution d'électricité (Buenos Aires, Edenor et Mendoza, Edemsa) et possède diverses concessions pétrolières.

Le contrat de concession pour la mine de potasse, signé le 12 septembre, prévoit un investissement de 1 Md USD sur une durée de 5 ans pour une production de 1,5 million de



tonnes de potassium par an, avec l'attribution de 12 % du capital actionnaire à l'entreprise publique provinciale, Potasio Rio Colorado. Le projet aura un impact substantiel sur l'économie de la province : les exportations estimées du projet s'élèvent à 600 MUSD, soit 50% des exportations actuelles.

CHILI

Le tout premier train à hydrogène bas carbone au Chili acheté par le groupe Luksic

Pour la toute première fois au Chili, un train à hydrogène vert sera utilisé pour des manœuvres internes dans les gares de triage et circulera jusqu'au port d'Antofagasta. Acheté en Chine par Ferrocarril Antofagasta Bolivia (FCAB), la compagnie du groupe Luksic prévoit de faire fonctionner 100% de sa filiale ferroviaire à l'hydrogène bas carbone dans les prochaines années. Le groupe Luksic est le principal groupe minier privé du Chili au travers de sa compagnie Antofagasta Minerals, l'une des plus grandes compagnies productrices de cuivre dans le monde. Le groupe exploite par ailleurs un vaste réseau ferroviaire, via sa filiale Ferrocarril de Antofagasta à Bolivia (FCAB), 800 km de voies ferrées reliant l'importante région minière du nord du Chili au port d'Antofagasta. Le groupe Luksic investit dans cette nouvelle énergie renouvelable et s'est engagé à réaliser une étude de faisabilité technique et économique pour analyser le coût de conversion de son parc ferroviaire existant utilisant du diesel en trains à hydrogène ainsi qu'à former des techniciens et des professionnels des nouveaux combustibles travaillant sur toute

la chaîne d'approvisionnement. FCAB est la première entreprise privée au Chili à effectuer du transport de marchandises en intégrant l'utilisation de l'hydrogène à faible émission de carbone dans ses opérations.

PARAGUAY

Le Paraguay coupe sa production d'énergie à destination de l'Argentine, dans un contexte de tension diplomatique entre les deux pays

Le 18 septembre, le Paraguay a annoncé la suspension de la totalité de la production énergétique qui revanait à l'Argentine de la centrale hydroélectrique binationale de Yacyretá. Cette décision est préjudiciable pour l'Argentine car son approvisionnement en électricité dépend en partie de cette source d'énergie. En effet, avec le barrage de Yacyretá, l'Argentine bénéficiait non seulement de sa propre production d'énergie mais profitait également d'une partie de la production du Paraguay, qui disposait d'un surplus d'énergie. De janvier à juillet 2023, Yacyretá a ainsi fourni au total 10 211 GWh à l'Argentine, soit 12,3 % de la consommation totale argentine (54 % de la production hydroélectrique totale de la centrale). La quantité d'énergie cédée par le Paraguay à l'Argentine depuis Yacyretá s'élevait à 4 642 GWh, soit 5,6 % de la demande totale d'énergie en Argentine. Cette perte constitue un coup significatif pour le pays et souligne la nécessité pour l'Argentine de renforcer sa sécurité énergétique.



Cette situation résulte de tensions diplomatiques croissantes entre les présidents paraguayen et argentin liées notamment à la mise en place du péage argentin sur la voie fluviale Paraná-Paraguay en début d'année. Néanmoins, le président paraguayen Santiago Peña a assuré que sa décision est indépendante de la mise en place du péage et a invoqué une dette de 150 MUSD de l'Argentine envers le Paraguay. Son vice-président, Pedro Alliana, a dénoncé le fait que l'Argentine ne paie que 10 MUSD par mois pour l'énergie fournie par le Paraguay, soit 8 MUSD de moins que le montant initial convenu. Selon le gouvernement paraguayen, cette dette constitue une violation des accords bilatéraux, justifiant ainsi le retrait de l'énergie comme une mesure de « préservation de la souveraineté et du respect du pays ». Félix Sosa, directeur de l'Administration Nationale d'Electricité (ANDE) au Paraguay, a annoncé que le surplus d'énergie retiré sera désormais utilisé localement pour répondre à la demande accrue due aux températures élevées. Du point de vue de Sergio Massa, ministre de l'Economie en Argentine, la dette argentine envers le Paraguay s'explique par l'existence de tarifs énergétiques inéquitables par rapport au Brésil, pour l'électricité que le Paraguay ne consomme pas et qu'il partage dans ses deux projets binationaux, Itaipú (avec le Brésil) et Yacyretá (avec l'Argentine). S.Massa rappelle également que « le Paraguay doit plusieurs milliards de dollars à l'Argentine pour la construction de la centrale Yacyretá » que l'Etat argentin a financé dans les années 80/90, et il considère que cette dette devrait être prise en compte dans le contexte des relations bilatérales. En somme, cette querelle met non seulement en péril l'approvisionnement énergétique en Argentine, mais est également un signe de détérioration des relations bilatérales,

soulignant la nécessité d'une résolution diplomatique afin d'éviter d'importantes conséquences économiques.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr
@Tresor_ConoSud